

Territoires ruraux et développement

Quel rôle pour la recherche



Sous la direction de
Catherine Courtet
Martine Berlan-Darqué
Yves Demarne

CEMAGREF Editions - Association Descartes

Territoires ruraux et développement

Quel rôle pour la recherche

Gilles Allaire, Alain Berger, Martine Berlan-Darqué, Hervé Bichat, Jean-Claude Bontron, Alain Carof, Jean Cavailhès, Félix Damette, Michel David, François-Michel Debroise, Catherine Dubreuil, Bernard Eme, Jean François-Poncet, Françoise Gerboux, André Grammont, Bernard Guesnier, Mohamed Hilal, Dominique Jacques-Jouvenot, Etienne Lapèze, Yves Le Bars, Rémy Le Duigou, Bernard Leurquin, Pascal Lièvre, Jean-Luc Malinge, Philippe Mallein, Philippe Mangé, Jean-François Marchat, Gérard Miquel, Jean-Marc Nesme, Guy Paillotin, Bernard Pecqueur, Jacques Perret, Jean-Robert Pitte, Vincent Piveteau, Jacques Rouzier, Renaud Sainsaulieu, Thérèse Saint-Julien, Bertrand Schmitt, Christophe Terrier, Pierre Tripier, Yves Van Haecke, Albert Vecten.

Territoires ruraux et développement

Quel rôle pour la recherche

Sous la direction de
Catherine Courtet, Martine Berlan-Darqué et Yves Demarne

Association Descartes / CEMAGREF Editions

Direction éditoriale : Catherine Courtet (Responsable du programme Environnement de l'Association Descartes), Martine Berlan-Darqué (Chargée de mission, direction générale de l'Administration et du Développement, ministère de l'Environnement), Yves Demarne (chef du département Agronomie, Productions animales et végétales et Agro-industries, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, jusqu'au 15 mars 1994, et directeur de la DRIV, INRA depuis lors).

Responsable de l'Édition pour le CEMAGREF : Maurice Merlin

Maquette, coordination : Valentine Hébert

Correction : Soizette Biliquey

Retranscription des bandes magnétiques : Anne Tastemain

Photo de couverture : Seton Smith

Maquette de couverture : Tribord amure

imprimé par : Bialec, Nancy

Cet ouvrage a reçu le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (département Agronomie, Productions animales et végétales et Agro-industries), du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'Espace rural et de la Forêt), et du ministère de l'Environnement (direction générale de l'Administration et du Développement, direction de la Nature et du Paysage).

ISBN : 2-85362-367-X - Dépôt légal 3^e trimestre 1994

Commercialisation : CEMAGREF Editions, BP 22, 92162 Antony cedex

Diffusion aux libraires : TEC et DOC, 14 rue de Provigny, 94236 Cachan cedex

Association Descartes
1, rue Descartes
75231 Paris cedex 05

CEMAGREF Editions
Parc de Tourvoie - BP 22
92162 Antony

Cet ouvrage est le compte rendu du colloque "Territoires ruraux et développement" qui s'est tenu le 28 avril 1994 à l'Assemblée nationale qui n'aurait pu exister sans le soutien et le travail assidu du comité d'organisation du colloque :

CEMAGREF : Yves Le Bars.

DATAR : Marc Gastambide, Marie-Catherine Lecoq, Béatrice Lefèvre.

INRA : Didier Aubert, Jean-Paul Jamet, Pierre Marsal.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Yves Demarne (département Agronomie, productions animales et végétales, Agro-industrie).

Ministère de l'Environnement : Martine Berlan-Darqué (direction générale de l'Administration et du Développement), Christine Combarous (direction de la Nature et du Paysage)

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Hervé Bichat (direction générale de l'Enseignement et de la Recherche), André Grammont (direction de l'Espace rural et de la Forêt).

Et du comité de pilotage :

ACTA (Marc Hanrot, Alain Mouchart), Agence nationale pour la Création d'Entreprise, ANDA (Maurice Barbezant, Marie-France Treuil), Association des Ruralistes français, CIRAD (Michel Griffon, Michel Eddi), Cité des Sciences et de l'Industrie - direction des Expositions (Frédéric Poisson), Commission des Communautés européennes - DG XII (Etienne Magnien), CNJA (Dominique Bouvier, Jean-Luc Malinge), CNMCA (Olivier Colin, Jean Madec), CNRS - programme Environnement (Marcel Jollivet, Alain Ruellan), Commissariat au Plan (Christine Kovacsassy), CRIDEL, European Society for Agronomy, Fédération internationale des Producteurs agricoles, FNCUMA (Francesco Delfini), FNSEA (Alexandre Gourévitch), La Grande Paroisse Elf ATOCHEM (Jean-Claude Ignazi), IDF (Patrice Devos), INRA (Marie-Françoise Chevalier Le Guyader, Bernard Chevassus-au-Louis, Alain Coléno, Marie-Thérèse Dentzer, Guy Paillotin, Jean-Claude Tirel, Claude Viau), Institut supérieur des Métiers, ITCF (Gilles Thévenet), OCDE - Programme développement rural, ORSTOM (Antoine Cornet), Rhône-Poulenc Agro (Jean-Pierre Décor), SFER (François Clerc), Syndicat national de l'industrie des engrais (Christian Maréchal), Union des industries de la protection des plantes (Isabelle Chamroux).

Nous souhaitons également remercier pour leur collaboration :

Denis Bavard (ministère de l'Agriculture et de la Pêche), Philippe Casella (CNRS), Françoise Depardon (Sénat), Sylvie Esparre (Sénat), Anne-Sophie Grave (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche), Olivier Joly (Assemblée nationale), Sylvie Malgouyart (Assemblée nationale) et Jean-Robert Pitte (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche).

Et pour sa participation :

Dominique Rousset, journaliste à France Culture.

INTRODUCTION

Loin d'être porté par une préoccupation passéiste, le renouvellement des réflexions sur le rural reflète un certain nombre d'interrogations essentielles pour notre société contemporaine, comme l'évolution des marchés, des modes de vie, du rapport à la nature, au travail, qui ne concernent pas seulement l'agriculture, mais l'ensemble des activités.

Les consommateurs des années 60 se sont satisfaits de produits alimentaires standardisés, en revanche, ceux des années 90 attendent des produits de qualité, diversifiés qui allient facilités d'usage et propriétés gustatives imprégnées de tradition. Ces nouvelles demandes nécessitent des modes de production agricole différents.

La mondialisation des échanges commerciaux et la généralisation du système productiviste, tant dans le domaine agricole qu'industriel et commercial, ont contribué à considérer le territoire uniquement comme une ressource à exploiter et, ainsi, à le banaliser. En réponse aux préoccupations qui naissent du sentiment d'impuissance devant les lois du marché, les pouvoirs économiques, de plus en plus concentrés et lointains, et leur capacité à distendre les relations de proximité, à donner l'impression de la perte du pouvoir, apparaît un besoin d'appartenance territoriale.

Cette interrogation sur le rural s'inscrit également dans un contexte de crise de la ville : les banlieues sont surpeuplées et les centres-villes se dépeuplent. Elle trahit la nécessité de nouer de nouvelles relations entre villes et campagnes et l'existence de nouveaux "besoins de nature".

L'importance du chômage, signe de la fin du travail, de l'emploi comme "pourvoyeur" unique d'identité individuelle et collective, et l'émergence des nouvelles demandes sociales, que l'on attribue au vieillissement de la population, au développement du travail féminin, à l'accroissement du temps libre, aux transformations de la cellule familiale, marquent la fin de la recherche de l'utilité et de la seule efficacité. Ainsi les solidarités, les liens de proximité, le voisinage, le vécu quotidien reprennent de la valeur.

La prise en compte de la dimension locale permet, dans le contexte économique actuel marqué par l'incertitude, de comprendre plus finement les mutations économiques et leur impact sur la société. Ces considérations rendent toute réflexion sur le local, sur l'espace, donc sur le rural et sur l'aménagement, particulièrement modernes et d'actualité.

LA FIN DES MODELES

Si notre société contemporaine est marquée par la fin des modèles, l'agriculture et le monde rural en subissent les effets très directement.

Ainsi l'agriculture est marquée à la fois par la fin de son appartenance à un secteur économique spécifique, car confrontée simultanément à une baisse démographique, à une réduction de son poids économique et à une modernisation accrue des modèles technico-économiques, et par la fin d'un modèle professionnel : l'agriculteur travaillant à temps plein en tant que spécialiste d'une production pour la durée de sa carrière, sur le modèle de l'exploitation spécialisée, intégrée dans une filière.

L'éclatement des modèles est tel que l'on peut dire que l'identification à un métier commun spécifique ne devient plus possible. Si certains se disent agriculteurs, d'autres sont éleveurs, aviculteurs, céréaliers, maraîchers, ou encore paysans. Quand 10% des exploitations sont en difficulté et que ce sont parfois des "marginiaux" qui réussissent, la perte des repères techniques s'accompagne de la perte des repères sociaux. Il y a également rupture dans la transmission de l'exploitation. Nombre d'agriculteurs ont vécu avec pour horizon la transmission de leur exploitation, c'est-à-dire des savoir-faire acquis et du patrimoine; aujourd'hui, même quand le fils reprend l'exploitation, il ne succède plus à son père, il s'installe.

Si l'agriculteur ne travaille plus comme il y a vingt ans, on peut dire aussi qu'il ne pense plus comme il y a vingt ans. Ces différentes mutations de l'organisation du travail et de la production ont un ancrage culturel et social très fort.

Le mode de vie des agriculteurs a perdu de sa spécificité : comme dans la population urbaine, les familles d'agriculteurs de moins de 40 ans ont en moyenne deux enfants, la cohabitation avant le mariage se développe. Les enfants sont de plus en plus socialisés en dehors du milieu familial. Les pièces importantes de la maison ne sont plus les mêmes qu'il y a 30 ans, la salle à manger ou le salon où l'on accueillait les invités sont détrônés au profit de la salle de bains pour l'usage individuel. Les solidarités traditionnelles, les relations de voisinage s'estompent devant les modes de vie modernes caractérisés par des liens sociaux construits autour des affinités et par la valorisation de l'individu. La crise des institutions politiques touche également le monde agricole qui se trouve ainsi sans grand projet collectif mobilisateur. Un constat s'impose, la ruralité n'est plus majoritairement structurée autour de l'agriculture.

Les dynamiques d'industrialisation rurale ont suivi les mêmes cycles que ceux de l'agriculture. Durant l'âge d'or du développement endogène, avant la restructuration industrielle qui inaugura les trente glorieuses, les campagnes françaises recelaient une très grande variété d'activités industrielles sous forme d'industrialisation diffuse et de PME (cuir, papier, textile, coutellerie, meuble, etc). Une deuxième période est caractérisée par une importante décentralisation des emplois non qualifiés, notamment vers l'ouest de la France, et l'existence de PME sous-traitantes.

Aujourd'hui, les emplois qui trouvaient dans le rural des conditions favorables, du fait du bas prix et des qualités de la force de travail d'origine agricole, sont fortement concurrencés par les pays en voie de développement. La globalisation et la délocalisation des productions transforment leur implantation tant dans l'agriculture que dans les autres activités économiques rurales. Le déclin du commerce se poursuit. Des recherches effectuées dans le Doubs permettent de constater qu'en 1988, 40% des villages n'ont plus d'épicerie. De plus, on observe une baisse très nette du nombre d'entreprises de plus de cinq salariés.

La vision unique du développement qui a prévalu durant la croissance est remise en cause par la diversité des exploitations agricoles, les stratégies des entreprises, les nouvelles formes de création d'activités économiques et les nouveaux modes de vie.

ELEMENTS POUR UN DIAGNOSTIC

Grâce, notamment, au recensement général de la population, à l'inventaire communal, aux statistiques agricoles, nous disposons de beaucoup de données sur le monde rural qui fournissent un cadre d'analyse : autour des notions de commune rurale, de Zone de peuplement industriel et urbain (ZPIU), de bassin d'emploi, bassins de vie, de Zone d'emploi. On peut en déduire des éléments de diagnostic.

L'évolution des moyens de déplacement est un élément qui contribue fortement à la recomposition de l'espace rural. En effet, l'utilisation généralisée de la voiture crée une dissociation grandissante entre le domicile et le lieu de travail. Les deux tiers des périurbains, qui représentent 63% des ruraux, font en moyenne plus de 16km pour aller travailler. Les pratiques d'achat des ruraux sont à la fois identiques à celles de l'ensemble de la population et différentes : ils sont notamment beaucoup plus équipés en congélateurs et en automobiles. Mais quelles que soient ces différences, les modes de consommation des ruraux s'alignent de plus en plus sur les modes urbains; d'ailleurs, les achats se font majoritairement dans les grandes surfaces

installées dans les bourgs, voire dans les zones périurbaines. Ces éléments contribuent à rendre obsolète le terme de société rurale.

Au recensement de 1990 on mesure une augmentation de 7% de la population en zone rurale et seulement de 0,5% pour les villes-centres. Ce sont surtout les familles jeunes qui vont s'installer dans le rural périphérique. Ce phénomène de débordement des villes se conjugue avec un phénomène de concentration de l'emploi accentué par la prépondérance croissante de l'emploi tertiaire. La concentration de l'emploi dans les villes s'amplifie. Les territoires ruraux n'apparaissent plus comme indépendants, mais sous l'influence d'un centre urbain, voire de plusieurs. Le rural devient de plus en plus une composante du système territorial. Cependant le recul démographique se poursuit dans 40% des communes rurales, particulièrement dans le Massif Central, la Bretagne intérieure, les plateaux de l'Est. On distingue ainsi ce que l'on peut appeler le rural métropolisé, qui connaît un accroissement démographique, et le rural en crise, ou rural profond, dont la population a reculé de quatre points sur la période 82-90. La croissance des communes rurales est d'autant plus forte que les unités urbaines proches sont grandes.

Au demeurant, les données issues du recensement général de la population ne permettent pas toujours d'appréhender les dynamiques en cours. Seuls les résidents permanents sont pris en compte, ce qui ne permet pas d'intégrer les mouvements saisonniers ou hebdomadaires qui se multiplient compte tenu de l'éclatement des cadres de vie. Des mesures différenciées de la population (permanente, maximale ou moyenne) seraient nécessaires afin de mieux évaluer les politiques locales à mettre en œuvre et de répondre ainsi aux nouveaux besoins et aux nouveaux usages du rural.

Les évolutions en cours conduisent à une modification de la composition de la population rurale : hormis les agriculteurs, les retraités et les ouvriers sont les catégories sociales les plus représentées. Les retraités représentent plus de 30% des ménages installés dans le rural profond (communes rurales hors ZPIU en 1990). Les ouvriers, quant à eux, sont plus nombreux que dans les banlieues, en pourcentage et en nombre.

Mais les découpages et les classifications comportent des limites; ils sont modifiés à chaque recensement et ne permettent que la comparaison entre deux instantanés à une date donnée.

En plus de la croissance démographique de certaines zones, deux constatations principales nous conduisent à réviser notre perception

pessimiste de l'espace rural. Tout d'abord, la diversification et la croissance des demandes à l'égard de l'espace rural : en termes touristiques, de loisir et résidentiel, mais aussi en termes de nature (paysage, intérêt pour la faune sauvage), de produits sains et de qualité. Ensuite, l'évolution des emplois. On observe le maintien des emplois industriels ruraux non agro-alimentaires, leur augmentation de plus de 3% entre 82 et 90; alors que dans le même temps, ils subissaient une baisse de 15% dans les unités urbaines de plus de 20 000 habitants. Cette situation peut s'expliquer par la déconcentration des usines vers le périurbain, le nouvel intérêt des entreprises pour le cadre de vie, ou peut-être par la flexibilité plus grande des ouvriers ruraux. Les entreprises artisanales elles aussi, ont bien résisté; elles sont aussi nombreuses qu'il y a trente ans, bien que leur structure et les caractéristiques de leurs directeurs aient changé.

LE TERRITOIRE CONSTRUIT PAR LES STRATEGIES DES ACTEURS

Au cœur de l'analyse des nouvelles dynamiques de l'espace rural, se trouve la question du territoire. Produit d'une histoire longue, le territoire est transformé par les évolutions du système économique, notamment par les modes de production agricole. La concentration des productions par bassins spécialisés, l'importance donnée aux filières ont contribué à créer de nombreuses disparités en France. Aujourd'hui, l'évolution du contexte macro-économique conduit à une évolution dans le rapport des modes de production, qu'ils soient industriels ou agricoles, au territoire. L'exploitation cède la place à la construction du territoire.

Une entreprise qui veut s'installer, peut choisir deux types de stratégies. La première, caractéristique du modèle productiviste, est basée sur la recherche des faibles coûts de main-d'œuvre, l'existence de matières premières, les infrastructures disponibles, et surtout sur un engagement le plus faible possible sur le territoire, ce qui lui permet une délocalisation rapide si nécessaire. La deuxième stratégie, cherche à construire un réseau de proximité en développant des coopérations (marchandes ou non) avec les autres acteurs (firmes, établissements financiers, centres de recherche, centres techniques ou encore organismes de formation). Cette deuxième stratégie, dont on observe aujourd'hui l'émergence, constitue une adaptation aux nouvelles contraintes. Elle permet de différencier les territoires, de mieux les identifier dans un contexte de concurrence forte et de freiner les délocalisations éventuelles.

Ces deux types de stratégies sont aussi observables dans le domaine agricole. La première stratégie a souvent négligé la qualité au profit de la quantité et de la rentabilité. La seconde s'exprime à travers la diversité et la qualité. Les expériences en matière de produits du terroir, de labellisation sont à ce titre particulièrement instructives, elles sont en effet caractérisées par la valorisation de ressources, qui peuvent être traditionnelles ou non. La tradition peut servir de référence à l'innovation.

Ainsi, la construction du territoire s'opère grâce aux interactions entre acteurs et activités, et surtout grâce à des stratégies d'élaboration d'avantages concurrentiels qui s'appuient sur la culture, l'histoire, la mobilisation des savoir-faire, les phénomènes d'apprentissage collectifs, les nouveaux modes de coopération et d'association entre les acteurs et des pratiques d'adaptation qui se développent à une échelle locale.

DES OUTILS D'ANALYSE

La période de crise actuelle et de mutation conduit à un renouvellement des outils d'analyse, car la compréhension des dynamiques et des phénomènes émergents est devenue un enjeu à la fois théorique et pratique. Les attractions urbaines et l'accessibilité ne fournissent pas une explication suffisante. Il est nécessaire d'interroger les avantages comparatifs.

On peut développer des grilles d'analyse des facteurs de la concurrence spatiale qui permettent l'observation des états statiques (c'est-à-dire les ressources disponibles) mais aussi des dynamiques en œuvre (c'est-à-dire les stratégies des différents acteurs). Elles s'appuient sur quatre éléments : les ressources non marchandes (paysage, climat, gisement de minerai non exploité), les actifs (qui sont des ressources devenues marchandes : par exemple, main-d'œuvre, équipement, infrastructure), mais aussi les ressources spécifiques (savoir-faire particuliers, culture d'entreprise) et les actifs spécifiques (ensoleillement valorisé par le tourisme, présence de laboratoires de recherche spécialisés et haut niveau de qualification de main-d'œuvre). On peut noter que ce quatrième élément est le plus intéressant pour les collectivités locales et le seul à pouvoir favoriser l'émergence et la survie de très petites entreprises, lesquelles sont particulièrement importantes pour le développement rural.

Une autre démarche permet de repérer les dynamismes en cours : l'analyse des systèmes productifs dans leur dimension locale. L'étude, grâce à une segmentation du système productif national et du territoire, des relations entre les activités productives de biens et de services et le territoire, mais aussi entre les unités de productions, peut être résumée sous le terme de systèmes

productifs localisés. Elle s'appuie sur la notion de Zone d'emploi dans sa double dimension de bassin de vie et de bassin d'activité. La Zone d'emploi est identifiée par l'espace délimité par les migrations domicile-travail et adaptée pour appréhender les évolutions territoriales du système productif. Un certain nombre d'indicateurs ont été sélectionnés : la répartition de la population active par secteur, le nombre d'établissements, mais aussi l'évolution de la taille, de la spécialisation et de la diversification des activités. Ce type d'analyse permet notamment de déceler les milieux innovateurs et ainsi de repérer les conditions qui annoncent un retournement éventuel de l'évolution d'un territoire considérée comme critique.

On observe une diversité des modes de développement qui dépendent non seulement de la présence de telle ou telle activité, mais aussi de la nature et de l'intensité de leurs interrelations, ainsi que des interactions entre les divers acteurs économiques du monde rural : l'importance et la nature de ces interactions contribuent au développement d'une zone. Elles peuvent être analysées, notamment au niveau des individus par la combinaison d'activités, et la fréquence des mobilités intersectorielles au cours des trajets professionnels; au niveau des familles, par l'analyse de l'organisation des différentes activités du couple, voire avec les enfants; au niveau des entreprises, par l'analyse des liens clients-fournisseurs, ou des liens de proximité entre employeurs et futurs embauchés. Les réseaux de sociabilité apparaissent comme une condition majeure du développement économique et la mobilité professionnelle comme un facteur d'adaptation et de changement qui permet de renouveler les pratiques traditionnelles. Il y a d'ailleurs un lien entre les périodes de croissance et une forte mobilité professionnelle des ruraux.

Pour évoquer plus précisément ces interactions, on observe que 18% des exploitations sont pluriactives, et qu'elles sont réparties sur l'ensemble du territoire. Dans le département de la Savoie près de la moitié des professions libérales déclarent une autre source de revenus. Suivant les opportunités locales la nature des combinaisons d'emplois varie entre les régions fortement industrialisées et celles qui le sont moins où les perspectives sont plutôt dans les emplois de services (maisons de retraite, établissements médicaux, centres de vacances, restauration, tourisme).

ENTRE L'ECONOMIQUE ET LE LIEN SOCIAL

Il n'y a pas d'action et particulièrement d'action politique sans une certaine représentation de l'avenir. Pour renforcer cet effort de représentation de l'avenir, la prospective peut représenter une alternative intéressante surtout

dans les territoires en difficultés. Mais la prospective n'est pas une solution, c'est une méthode. A partir de démarches rigoureuses, tirées du jeu ou du fonctionnement des systèmes complexes, la prospective permet aux acteurs d'explorer ensemble les futurs possibles. Loin de donner des solutions toutes faites, de figer l'avenir dans des scénarios gris ou roses, qui paralysent les acteurs, l'exercice prospectif conduit tout d'abord à déconstruire les questions, à élaborer des diagnostics, à chasser les idées reçues et à nouer de nouveaux types de collaborations entre les acteurs institutionnels et privés.

La recherche nous aide à mettre l'accent sur une question fondamentale, l'articulation entre l'économique et le lien social, qui s'exprime notamment à travers le rôle des femmes en milieu rural et les spécificités des activités qu'elles créent, à travers l'évolution des liens sociaux entre certains agriculteurs et la création de certaines activités que l'on peut qualifier d'innovantes.

Les femmes jouent un rôle particulier dans le développement rural. Elles ont été les premières à quitter l'espace rural dans les années soixante, parce qu'un agriculteur moderne se devait de faire tourner l'exploitation seul et aussi parce que le revenu complémentaire qu'elles pouvaient apporter à l'exploitation était déterminant. Aujourd'hui cette tendance se confirme dans les faits, mais aussi dans les représentations puisque seulement un tiers des agriculteurs de moins de 35 ans pensent que les femmes doivent nécessairement travailler sur l'exploitation.

Aujourd'hui, on constate qu'elles assurent une fonction de lien entre la ville et la campagne, entre les modes de vie urbains et ruraux, en s'occupant notamment de la scolarité et des loisirs des enfants; mais aussi par les activités qu'elles créent qui ont souvent pour objet la relation à autrui (lieux de vacances, dispositifs sociaux d'insertion, activités tertiaires). Quand les femmes choisissent de créer des activités qui leur permettent de concilier vie familiale et vie professionnelle, on peut se demander si elles ne contribuent pas ainsi à expérimenter de nouvelles formes d'intégration professionnelle qui allieraient la recherche de l'identité dans le travail et en dehors de celui-ci.

Si les modes de production contribuent à structurer les relations sociales, cette structuration change suivant les modes de production. Chez les agriculteurs, les "techno-individualistes" s'adaptent à la crise en maîtrisant particulièrement les compétences techniques et le raisonnement des chefs d'entreprise. On observe que leur réseau social est à la fois de plus en plus déconnecté du local, "plus ouvert sur le monde" et basé sur une différenciation entre le réseau professionnel et le réseau affectif. De même les agriculteurs qui s'investissent dans des projets valorisant la qualité, s'insèrent

dans des réseaux qui tendent à se délocaliser, notamment parce qu'ils sont créés en partie lors de la période scolaire. A contrario, d'autres types d'activités ne peuvent se mettre en œuvre qu'à partir de réseaux sociaux locaux. A travers la mise en œuvre de son projet de création d'activité, on construit son identité professionnelle et sa place dans le développement local donc dans la société. Les territoires sont aussi identitaires.

L'importance donnée au secteur tertiaire conduit à une transformation de la nature du travail : en effet on ne demande plus au travailleur de la productivité, mais une qualification sociale et culturelle, une capacité relationnelle. On voit ainsi l'importance d'une analyse du territoire à travers le vécu qu'en ont les populations, les échanges de proximité, les sociabilités primaires et la construction des identités individuelle et collective.

Les travaux de recherche qui sont présentés dans cet ouvrage regroupent des analyses qui, à la fois, recourent bon nombre d'expérimentations de terrain et apportent des éléments susceptibles de contribuer à guider l'action et la définition des politiques, mais aussi posent de nouvelles questions. Trois thèmes centraux nous paraissent pouvoir structurer la réflexion sur le développement rural aujourd'hui : les projets et les acteurs, la diversité du développement, le territoire économique et le territoire identitaire.

En réponse à la fin des modèles, une notion s'impose, la notion de projet qui touche l'ensemble des activités rurales. Un projet permet la production de changement résultant à la fois de la production de savoirs sur une situation donnée et de la représentation des possibles. C'est aussi un espace de coordination entre différentes logiques, de type productif ou entrepreneurial, professionnel ou territorial, qui redonne une place privilégiée aux acteurs. Leurs diversités, l'hétérogénéité de leurs parcours professionnels deviennent des atouts; ce sont eux qui feront le développement rural de demain, grâce à leur capacité à s'organiser, à se donner des règles communes, enfin à inventer l'avenir.

Les processus de développement sont résolument marqués par la diversité, l'importance des liens entre les secteurs d'activités, la collaboration entre les différents acteurs et l'ouverture du système vers l'extérieur; ainsi les politiques de développement rural doivent être envisagées en termes de politique de développement régional ou local prenant en compte les solidarités ville/campagne, c'est-à-dire entre les zones considérées et les centres d'attraction dont elles dépendent, ainsi que celles liant les différentes zones entre elles, tout en s'adaptant aux spécificités de chaque zone.

Le territoire ne peut être défini sous le seul angle géographique; sa définition oscille entre deux pôles : d'une part, le territoire construit par les systèmes de production et d'autre part, celui de l'identité commune, de l'identité pour l'action, mais aussi le territoire vécu des liens de proximité, ou des liens sociaux délocalisés, centrés sur les affinités ou les intérêts professionnels.

Loin de donner des recettes, on peut néanmoins définir quatre pistes d'intervention qu'il semblerait utile de privilégier : libérer les outils de production (foncier, locaux professionnels), recréer des solidarités spatiales entre les acteurs quels que soient les secteurs économiques, réassocier les activités en retrouvant la polyvalence des services privés et publics, faire évoluer les normes, notamment concernant la pluriactivité et la formation.

La recherche a un rôle important à jouer à la fois pour mieux comprendre les évolutions, pour déconstruire et reformuler les questions, pour apporter des méthodes de travail aux acteurs du développement économique rural. Elle doit également contribuer à développer la flexibilité du potentiel de production et de transformation, les productions de qualité et leurs diversités, les modalités de gestion de l'espace et de l'environnement, aider à mieux connaître les acteurs, les attentes des consommateurs et les économies locales, veiller à renforcer les dispositifs de transfert vis-à-vis des PMI-PME et des toutes petites entreprises, et aussi s'attacher à la création d'espace de dialogue avec les partenaires.

Derrière les questions soulevées par le développement des territoires ruraux, une réflexion plus générale, qui concerne la société tout entière, se structure autour de l'émergence de nouveaux modes de développement et des nouvelles régulations de l'économie par le territoire, la nécessité de redéfinir la place des services, les équilibres entre l'économie marchande, l'économie non marchande et l'économie non monétaire. On voit aussi se confirmer l'urgence de constituer de nouvelles solidarités, de nouvelles formes d'identité collective.

Catherine Courtet
Responsable du Programme Environnement
de l'Association Descartes